

Lorsque le camp de Lebtiha (proche de Souk-Ahras), occupé par une compagnie de tirailleurs, bascule en mars 1956, c'est un premier coup de tonnerre. Les yeux se dessillent. Les déserteurs, en rejoignant le combat libérateur, ont fait justice de l'arrogante prétention d'opposer le soldat algérien corporalisé à son frère, le djoundi de l'ALN. Basé sur un artifice, le concept «loyauté-fidélité-discipline» s'est révélé comme une illusion, une utopie, tragiquement démentie par la réalité.

La défection des élèves officiers et des officiers à partir de 1956, avec un pic en 1958, sera ressentie plus durement encore

Zbiri à la hauteur de son passé de militant indépendantiste, et des responsabilités qu'il a assumées à la tête de la wilaya historique de l'Aurès, puis à l'état-major n'a jamais catégorisé les moudjahidine. En 1992, après l'interruption du processus électoral, lorsque certains d'entre DAF seront aux commandes de l'ANP, ces derniers seront accusés d'avoir agi à l'instigation de la France.

Abdelhamid Brahimi, avec une constance digne d'admiration, Amar Benaouda, entre ses moments de somnolence, et à un certain moment Yacef Saâdi, quand sa fixation sur Zohra Drif lui en laisse le

Le fait de mêler des DAF (Mouloud Idir, Ahmed Bencherif, Abdelmadjid Allahoum) dans les procédures engagées contre des moudjahidine et les excès de zèle des inquisiteurs, devenus quelques fois bourreaux, alimenteront la propagande anti-DAF. C'est Mouloud Idir qui rédigera à charge les procès-verbaux des interrogatoires des membres du premier état-major de l'Aurès promis au peloton d'exécution.

par le gouvernement français. C'est l'élite, reçue sur glorieuse filiation, ou sur mérite, qui côtoyait la crème de la jeunesse française, qui coupe brutalement les ponts. Robert Lacoste, gouverneur général de l'Algérie, qui avait pensé qu'en décadensissant le chemin des écoles et des grades devant les jeunes Algériens il tarirait des frustrations et gagnerait le soutien de la partie de la population musulmane qui avait toujours revendiqué l'égalité des chances, en sera pour ses frais. La promotion, dont il attendait beaucoup, ira se battre dans les rangs de l'ALN.

Par leur acte, ces jeunes Algériens ont réhabilité des douleurs ancestrales, vengé leurs aînés qui, poussés par la misère, ou contraints par la circonscription, ont endossé le bât de la coloniale.

Les mal-aimés

L'histoire pré et post-indépendance de l'institution militaire algérienne fourmille d'événements et d'anecdotes, relatifs aux heurts et malheurs de ces hommes, venus, de leur plein gré, prendre part au combat libérateur de leur pays.

Le courant n'est jamais bien passé entre eux et certains maquisards qui ont combattu un moment à l'intérieur et que la construction des barrages fortifiés a contraint à demeurer, l'arme au pied, en Tunisie.

Certains puristes de l'ancienneté font du millésime du maquisard un curseur qu'ils placent sur l'échelle graduée de un à sept de la révolution et, par cette toise chronologique, prétendent mesurer la vibration patriotique de ceux qui sont arrivés après eux. «Vous êtes arrivés en retard», lancé à tout bout de champ aux DAF, sera l'argument des patriotes pur sucre casernés en Tunisie et qui s'ennuient.

Cette hargne, inspirée par des motifs pas toujours avouables, les poursuivra longtemps, y compris après l'indépendance du pays, surtout après l'indépendance du pays. En avril 1964, pendant les travaux du congrès du FLN tenu dans la salle du cinéma Afrique, Boualem Benhamouda, porte-parole de la Wilaya IV, les prendra à partie avec une incroyable virulence. Lorsque Abdelkader Chabou, secrétaire général du MDN et membre du Conseil de la Révolution, au cours d'un voyage essentiellement technique à Moscou en 1967, est reçu par Léonid Brejnev, certains chefs de région en feront toute une histoire. En décembre 1967, la tentative avortée de prise du pouvoir du colonel Tahar Zbiri est reçue par l'opinion comme une action dirigée principalement contre leur prépondérance au sein du commandement de l'ANP. Ce qui est totalement faux, quoi qu'aient pu dire ou écrire certains proches de Zbiri.

temps, soutiennent que Nezzar, le plus emblématique des DAF (arrêt du processus électoral oblige !) était «un espion français» infiltré. Chadli Bendjedid, à El-Tarf, le 27 novembre 2008, pour évoquer la vie et l'œuvre d'Amara Bouglez, leur apportera un démenti «préventif» quand il déclare avoir toujours su que Nezzar était au service des trois B. On sait que les trois B étaient les principaux chefs de la Révolution, postés chacun au sommet du triangle indéformable qui avait fini par disloquer les machineries françaises.

Mais n'allons pas trop vite, revenons aux années 1958 et 1959 et voyons un peu qu'elle était l'atmosphère qui régnait alors dans les cantonnements de l'ALN.

A la fin des années 1950, Krim Belkacem et son directeur de cabinet Mouloud Idir, présentés comme les «géniteurs» des DAF, seront accusés de préparer une prise de pouvoir avec l'aide de ces derniers, rumeur répandue sans doute pour complaire à des membres du GPRA ou de l'EMG (Ali Mendjeli) considérés, à tort ou à raison, d'être à l'avant-garde de l'opposition à «l'hégémonie» kabyle. Une parfaite aberration, si l'on tient compte du contexte politico-militaire de l'époque.

Les officiers de l'ALN formés dans les académies militaires du Moyen-Orient – à leur tête Abdelhamid Brahimi – formeront le noyau dur de ceux qui contestent les DAF. Il faut préciser, cependant, que beaucoup de compagnons, issus des académies arabes, officiers de l'infanterie, marins et aviateurs étaient loin de ce tumulte. La différence fondamentale entre les membres du petit groupe de contestataires et les DAF était que les nouveaux venus avaient fait de la chose militaire une carrière. Servir sous l'uniforme était une vocation. Ils ont en assumé les contraintes et les servitudes. Leur acceptation de la discipline et de l'autorité de la hiérarchie les distinguera pour des postes de responsabilité et suscitera des jalousies et des oppositions. Leur profil politique n'était pas compliqué. Il se résumait à une chose simple et grande en même temps. Ils voulaient uniquement libérer l'Algérie. L'ambitieux, sagace et très réaliste Houari Boumediène, désigné à la tête de l'EMG en 1960, saura tirer partie des dispositions particulières de ces hommes pour construire son système. L'un d'entre eux, un seul, après 1962, acceptera la mission d'exécuter ou de superviser ses basses œuvres : les assassinats des opposants. L'action mercenaire de cet officier, sans état d'âme, rejallira injustement, par un curieux amalgame, sur l'ensemble des DAF, alors que dans leur immense majorité, ils n'ont rien avoir avec les excès de l'ère de la justice sommaire et des oubliettes.

Le parcours du combattant

La dure main de Ben Abdelmoumène entre 1958 et 1961, au centre d'instruction d'Oued Mellegue, tempérée parfois pour le débonnaire Moussa Houasnia, commandant du camp, et le dur parcours du combattant imposé par Khaled Nezzar au centre du Kef en 1958 pour apprendre aux maquisards les règles basiques du combattant : savoir tirer, ou utiliser le terrain à son avantage, sont encore des occasions pour accuser les DAF de «saper le moral» des djounoud.

La spécialisation des centres de formation, avec pour seuls critères les niveaux d'instruction ou de compétence, sera décrite comme une tentative de séparer les officiers des djounoud pour «casser le lien entre l'encadrement et la troupe».

Des décisions d'affection, prises par le commandement, sans aucune consultation des intéressés, seront considérées par le même petit groupe caché parmi les «Moyens-Orientaux» comme une sombre machination. Infortuné Krim, pendant qu'il s'évertuait à créer des unités homogènes par le brassage des hommes et par l'instruction pour rendre l'ALN en mesure d'affronter efficacement l'ennemi colonialiste, la subversion venue d'une catégorie de ses officiers tendait à réduire à néant ses efforts. Les rebellions de Othmane Saâdi, de Hama Loulou ou de Ali Hambli, qui avaient certainement d'autres causes objectives, seront facilitées par les compagnes de dénigrement qui n'ont jamais cessé de cibler Krim et ses adjoints.

Des erreurs du commandement (le COM) apporteront de l'eau au moulin de ceux qui contestent les DAF. Le fait de confier à Mohamed Zerguini, Abdelkader Chabou ou Slimane Hoffman (qui assumaient leur passé parce qu'ils n'avaient aucune raison d'en rougir) la tâche de réduire par les armes des rebellions (Saâdi au djebel Chaambi, Ali Hambli au djebel Sidi-Ahmed-Ben-Aouiteg, Hama-Loulou dans les collines de Ouilén) contribuera à accentuer le malaise. Mohamedi Saïd Nasser, «le généralissime» déphasé et mal informé, installé loin des unités, n'avait pas compris que seuls des anciens de l'ALN pouvaient, pourvu qu'on leur laisse

Une opération d'intoxication menée par les services spéciaux français sera prise pour argent comptant par des personnes à l'affût de la moindre occasion pour s'en donner à cœur joie contre leurs compagnons chargés de l'instruction ou en instance d'affectation à la tête d'unités combattantes. Celui qui se singularisera par sa virulence au cours de la fameuse réunion de Garn Halfaya sera Abdelhamid Brahimi.

suffisamment de temps, ramener à la raison les «hors-la-loi du *nidham*». L'échec du commandant Azzeddine Zerrari – combattant respecté par les maquisards – au djebel Chaambi, la tentative infructueuse de Zbiri auprès de Hambli et les vains efforts de Zine Nouble auprès de l'intraitable Hama-Loulou ont suffi à Mohamedi Saïd Nasser pour mettre «en batterie» des DAF pour une hasardeuse mission d'emploi de la force. C'était une erreur de psychologie étant donné le contexte d'alors et les préventions contre Mohamed Zerguini surtout (nous parlerons plus loin de cet officier). C'était à Azzeddine Zerrari, à Tahar Zbiri, à Zine Nouble ou à Soufi Salah qu'il fallait encore faire confiance afin qu'ils puissent réduire par la persuasion les iredes maquisards. On connaît les suites malheureuses de la démarche pachydermique de Mohamedi Saïd Nasser, en ce qui concerne le cas Hambli.

Le fait de mêler des DAF (Mouloud Idir, Ahmed Bencherif, Abdelmadjid Allahoum) dans les procédures engagées contre des moudjahidine et les excès de zèle des inquisiteurs, devenus quelques fois bourreaux, alimenteront la propagande anti-DAF. C'est Mouloud Idir qui rédigera à

charge les procès-verbaux des interrogatoires des membres du premier état-major de l'Aurès promis au peloton d'exécution. C'est Ahmed Bencherif qui mettra en état les dossiers d'accusation des membres du deuxième état-major de l'Aurès. Il n'en faut pas davantage à la rumeur pour faire des DAF «des tueurs de moudjahidine». Plus tard, le même Bencherif confiera à Mohamed Touati, un DAF, la mission de mener les interrogatoires des conjurés du 14 décembre 1967. Précisons, pour l'histoire, que le jeune Touati, issu d'une famille qui compte de nombreux moudjahidine, ébranlé par la sincérité de prévenus qui ont été ses compagnons ou ses aînés et respectueux de leur passé, instruira la plupart du temps à décharge les dossiers qui lui seront confiés. Bien plus, il fera en sorte que certains d'entre eux puissent poser le problème sur le plan politique. C'était la meilleure façon de leur sauver la vie. De séditeux et de rebelles passibles du peloton d'exécution, ils deviendront des opposants politiques difficiles à éliminer en masse.

Au début de la décennie 1990, Khaled Nezzar, chef de l'armée et membre du HCE, au moment où des prêches d'une incroyable virulence accusaient «des harkis et des traîtres, au service de la France (comprenez les DAF), de massacrer les musulmans», se souviendra de la leçon du djebel Sid-Ahmed lorsqu'il confiera, dans un geste d'une grande portée symbolique, le poste de ministre de la Défense à Liamine Zeroual, un général sorti du rang. Il est évident que le renoncement plein d'abnégation de Nezzar avait aussi d'autres causes : la crainte de voir l'armée décapitée au cas où il serait tué (il avait essuyé trois attentats) et la préparation de la succession politique du HCE en mettant en place un autre commandement de l'armée, autre que celui qui avait interrompu le processus électoral. Nezzar voulait démontrer que ce n'était pas un homme aux origines militaires «douteuses», devenu maître de l'armée, qui avait barré la route aux intégristes mais l'institution militaire dans son ensemble, héritière des valeurs de novembre, avec le concours des forces vives de la nation. Liamine Zeroual, en travaillant dans la continuité, avec les

mêmes forces patriotiques, confirmera le bien-fondé de l'option de janvier 1992. Mais revenons encore une fois aux petites querelles de l'armée des frontières.

Garn Halfaya, ce lieu-dit...

A Garn Halfaya, en Tunisie, en 1961, quelques cadres formés dans les académies militaires du Moyen-Orient, ainsi que certains autres servant dans les unités casernées sur la frontière, au moment le plus tragique de la guerre (les offensives du général Challe et l'asphyxie des wilayas) auront une discussion houleuse qui verra s'opposer Slimane Hoffman et Abdelhamid Brahimi. Le sujet était «la sincérité de l'engagement» des uns et des autres. Abdelhamid Brahimi, resté le plus longtemps possible loin des canonades algériennes – trois ans en Syrie –, avait été sans doute contaminé par les zizanies des sectes et des ethnies du cru. Il avait des approches «scientifiques» sur tout et s'essayait constamment à les faire partager à ses vis-à-vis par une redoutable rhétorique. Ses certitudes euphoriques connaîtront leur apothéose le 5 octobre 1988.

Suite en page 8